

Strasbourg, le 3 juin 2025

PC-CP (2025) 7

CONSEIL DE COOPÉRATION PÉNOLOGIQUE

(PC-CP)

**38^e réunion du Groupe de travail
Madrid (Espagne), 20-22 mai 2025**

RAPPORT SOMMAIRE DE RÉUNION

**Document établi par la
Direction générale Droits humains et État de droit**

www.coe.int/prison

[Courriel : DGI-PC-CP@coe.int](mailto:DGI-PC-CP@coe.int)

RÉSUMÉ ET DÉCISIONS PRISES

Le Groupe de travail du PC-CP :

- A souhaité la bienvenue aux membres présents, ainsi qu'aux représentant·es de l'Azerbaïdjan, de l'Espagne, de la France, de Malte, des Pays-Bas, de la Pologne et du Royaume-Uni, aux organisations ayant le statut d'observateur et aux expert·es scientifiques (voir ci-après la liste complète des participant·es).
- A accueilli chaleureusement le ministre espagnol de l'Intérieur, M. Fernando Grande-Marlaska, qui a fait l'éloge du travail du PC-CP, des statistiques de SPACE et de la Conférence annuelle du Conseil de l'Europe des directeurs des services pénitentiaires et de probation. Il a donné un aperçu du système pénitentiaire espagnol, soulignant que l'éducation dans les prisons était une priorité en Espagne et attribuant le taux élevé de resocialisation des ancien·nes détenu·es (80%) à cette approche.
- A pris note des informations fournies par Mme Eva Pastrana, Chef de la Division du droit pénal et Secrétaire du CDPC, sur les dernières réunions et décisions prises lors de la réunion du Bureau du CDPC en avril 2025, ainsi que sur les derniers travaux prioritaires du Conseil de l'Europe en matière de droit pénal, à savoir l'adoption de la nouvelle Convention sur la protection de l'environnement par le droit pénal, la décision du CM d'élaborer une recommandation consacrée aux moyens de prévenir et de combattre le trafic illicite de migrants et les efforts du Conseil de l'Europe contre l'impunité et pour l'établissement des responsabilités. Elle a également souligné qu'il importait d'associer davantage le PC-CP aux priorités stratégiques de l'Organisation et a félicité le PC-CP pour son travail ayant abouti à l'adoption, en février 2025, par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, de la [Recommandation relative à la promotion de la santé mentale des personnes détenues ou en probation et à la prise en charge de leurs troubles mentaux](#). Elle a également invité le ministre de l'Intérieur à poursuivre le dialogue avec le Conseil de l'Europe au plus haut niveau.
- A pris note de la réflexion sur les travaux du PC-CP dans le [rapport 2025 du Secrétaire général du Conseil de l'Europe, intitulé « Vers un Nouveau Pacte Démocratique pour l'Europe »](#), où un chapitre est consacré aux conditions de détention.
- A pris note du fait que, pour des raisons budgétaires, les réunions des différents comités se tiendront à l'avenir à Strasbourg et que des dérogations ne seront accordées qu'au cas par cas. Cela permettra de faciliter les synergies entre les comités et les sous-comités et avec d'autres organes tels que le CPT, la Cour, l'APCE, le Service de l'exécution des arrêts de la Cour.
- A pris note du fait que le PC-OC a rédigé un rapport sur la facilitation du transfèrement des détenus, qui comporte également un nouveau modèle à ce sujet, et que ce rapport sera envoyé au PC-CP pour commentaires éventuels avant son adoption.
- A pris note du fait que la Division des droits de l'enfant prévoit de réviser les Lignes directrices sur une justice adaptée aux enfants et a examiné la nécessité éventuelle de réviser également la Recommandation CM/Rec (2008)11 sur les règles européennes pour les délinquants mineurs, qui est un autre texte normatif très important. Le CDPC et le PC-CP sont chargés de superviser leur mise en œuvre par les autorités nationales. Il a été décidé de soulever cette question à la réunion plénière du PC-CP en novembre 2025 et, en cas de besoin, d'inclure cette tâche dans son futur mandat.
- A pris note des observations formulées concernant la participation des membres du Groupe de travail du PC-CP et de la représentante de l'EFRJ (Laura Hein) à la dernière réunion du GREVIO et de l'avis exprimé à cette occasion selon lequel la justice réparatrice peut être utilisée avec prudence dans les affaires de violences familiales et sur une base individuelle uniquement, après une évaluation minutieuse en raison de la situation vulnérable et du statut de la victime.
- A pris note que la mise en œuvre de la Déclaration de Venise de 2021 sur le rôle de la justice restaurative en matière pénale a été reportée à 2026 par le CDPC en raison de sa lourde charge de travail et de son manque de personnel.

- A remercié les expert-es scientifiques travaillant sur le projet de recommandation du CM sur l'éducation en milieu carcéral et son projet d'exposé des motifs pour l'excellent travail accompli entre les réunions, a examiné les projets révisés et a approuvé la proposition d'inclure deux nouvelles règles, qui sont le résultat des contacts intensifs et des consultations menées par les expert-es avec d'autres organismes travaillant dans ce domaine.
- A remercié les expert-es scientifiques travaillant sur la révision de la Recommandation CM/Rec(2012)12 relative aux détenus étrangers pour leur excellent travail, examiné le projet et fait des suggestions d'ajouts et d'amendements.
- A pris note de deux présentations très intéressantes faites par Joseph-Mary Giordmaina de Malte, au sujet d'un projet relatif au traitement des délinquant-es transgenres, et par Mme Kim Thornden-Edwards, membre britannique du Groupe de travail du PC-CP, et M. Tom Browning (présentation en ligne), au sujet de la réforme des sanctions et mesures pénales en Angleterre et au pays de Galles et de son incidence sur le nombre de prisons.
- A pris note des informations fournies par M. Szymon Glica, de l'administration pénitentiaire polonaise, concernant l'état d'avancement des préparatifs de la 30^e Conférence annuelle du Conseil de l'Europe des directeurs des services pénitentiaires et de probation (24 et 25 septembre, Cracovie, Pologne), discuté plus avant du contenu, des intervenant-es et de l'organisation générale et pris des décisions à cet égard.
- A décidé, en raison de l'impossibilité pour certains membres du Groupe de travail du PC-CP d'assister à la prochaine réunion du groupe en octobre, de la tenir juste avant la 30^e réunion de la conférence, le 23 septembre, étant donné que tous les membres assisteront à la conférence et prendront la parole ou animeront les différentes sessions.
- A discuté des prochaines élections de plusieurs membres du Groupe de travail du PC-CP et a décidé d'organiser une réunion en ligne en temps voulu afin de prendre des décisions concernant leurs futurs président-e et vice-président-es.
- A pris note des observations formulées par les membres de la CEP, d'EuroPris et du Groupe de travail du PC-CP concernant les événements passés ou futurs qu'ils ou elles ont organisés ou auxquels ils ou elles ont pris part ou prendront part et qui sont pertinents pour les travaux du PC-CP.
- A salué le travail dévoué de la Secrétaire du PC-CP, Ilna Taneva, à l'occasion de sa dernière participation à un groupe de travail du PC-CP avant son départ à la retraite.
- A pris note des informations communiquées par la rapporteure pour l'égalité de genre, Mme Danijela Mrhar Prelić, à savoir que 28 participant-es au total ont pris part à la réunion et que 13 étaient des femmes. Au cours de la réunion, il a été convenu que, dans le cadre des travaux actuels du Groupe de travail du PC-CP, la question de l'égalité de genre est examinée ou prise en compte sous les points suivants : la mise à jour de la Recommandation (89) 12 sur l'éducation en prison et son exposé des motifs ; la révision et la mise à jour de la Recommandation (2012) 12 du Comité des Ministres concernant les détenus étrangers ; la planification de la 30^e conférence des directeurs des services pénitentiaires et de probation en ce qui concerne la représentation équilibrée entre les hommes et les femmes parmi les intervenant-es, les modérateurs et modératrices et les sujets abordés ; la présentation d'un projet relatif au traitement des délinquant-es transgenres à Malte ; le rapport sur l'échange thématique entre le GREVIO et le PC-CP sur la question du recours à la justice réparatrice dans les affaires de violences sexistes.
- A discuté et décidé des sujets à inscrire à l'ordre du jour de la réunion plénière du PC-CP :
 - projet de Recommandation du CM sur l'éducation en prison et son projet d'exposé des motifs ;
 - projet de Recommandation du CM sur les délinquants étrangers et son exposé des motifs ;
 - élection des nouveaux membres du Groupe de travail du PC-CP ;
 - présentation par Caroline Nisand (France) et Christopher Siegersma (Malte) ;
 - justice réparatrice ;
 - discussion des résultats du séminaire sur les délinquants étrangers qui se tiendra en Irlande en juin - présentation par Róisín Mulgrew (Irlande) ;

- Le travail du réseau de la CEP sur la radicalisation et les détenus extrémistes violents et les mineurs - présentation par Mme Nadya Radkovska (Bulgarie).
- Les participant·es ont pu visiter la Cour suprême de l'Espagne, guidés par un·e des juges de cette institution. La Cour, créée en 1812, est située dans un magnifique ancien palais royal historique, construit par Antonio Ruiz de Salces sur le site de l'ancien couvent des Salesas Reales.
- Les dates des prochaines réunions sont les suivantes : 23 septembre 2025, Cracovie, Pologne (réunion du Groupe de travail du PC-CP) et 15-17 novembre 2025 (réunion plénière PC-CP à Strasbourg).

ORDRE DU JOUR

	1. Ouverture de la réunion et discours de bienvenue
	2. Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux
CDPC(2024)10 CDPC-BU(2025)01rév	3. Dernières réunions et décisions du CDPC
PC-CP(2024)10 PC-CP(2025)4	4. Rapport sommaire de la dernière réunion plénière du PC-CP et de la dernière réunion du Groupe de travail
PC-CP(2025)6 (en anglais)	5. Informations fournies par le Secrétariat
PC-CP(2024)1Rev8 (en anglais) PC-CP(2025)1Rev (en anglais)	6. Projet de Recommandation du CM sur l'éducation en prison et son projet d'exposé des motifs
FNP Rec Revision Concept Note PC-CP WG Final (en anglais) Presentation COE 2012 FNP Recommandation PC-CP WG Malta Feb 25 (en anglais) Définitions, champ d'application et principes de base par Dr. R. Mulgrew (en anglais) Réflexions préliminaires sur les thèmes et la structure par Dr. R. Mulgrew (en anglais) PC-CP(2025)5 (en anglais)	7. Révision de la Recommandation CM/Rec(2012)12 concernant les détenus étrangers et de son exposé des motifs
Projet de programme http://www.coe.int/cdpps2025	8. Table ronde sur le contenu et les intervenants de la 30 ^e Conférence CDPPS (24-25 septembre 2025, Cracovie, Pologne)
	9. Retour d'information de la Présidente du PC-CP concernant l'échange thématique entre le GREVIO et le PC-CP sur la question de l'utilisation de la justice réparatrice dans les cas de violence
	10. Présentation d'un projet relatif à la prise en charge des auteurs d'infractions transgenres à Malte

	11. Présentation du programme de lutte contre la violence fondée sur le genre en Espagne
	12. Présentation de la réforme des sanctions et mesures pénales au Royaume-Uni et de son impact sur le nombre de détenus
	13. Parité des genres
	14. Retour d'informations suite à la participation à d'autres réunions
	15. Questions diverses
	16. Dates et ordres du jour des prochaines réunions du PC-CP
	17. Visite de la Cour suprême d'Espagne

ANNEXE II**LIST OF PARTICIPANTS****MEMBER STATES / ÉTATS MEMBRES****AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN**

Orkhan GASIMOV
Major-general of Justice, Deputy Head, Penitentiary service, Ministry of Justice, Baku

FRANCE / FRANCE

Daniel DANGLADES
Adjoint au chef du Pôle des Relations Européennes et Internationales, Deputy Head of European and International Relations Unit, Confederation of European Probation - Board member, Paris

MALTA / MALTE

Christopher SIEGERSMA
CEO, Malta Prison, Correctional Services Agency, Paola

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Jeroen DE JONG
National Agency of Correctional Institutions (DJI), Legal Affairs Division, The Hague

POLAND / POLOGNE

Szymon GLICA
Lt.Col. PhD., Regional Director, Prison Service, Modlinica

SPAIN / ESPAGNE

Fernando GRANDE-MARLASKA
Minister of the Interior / Ministre de l'intérieur

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Tom BROWNING **(On-line)**
Head of Operations, Probation Operational Directorate, London

**WORKING GROUP OF THE COUNCIL FOR PENOLOGICAL CO-OPERATION / GROUPE DE TRAVAIL DU
CONSEIL DE COOPÉRATION PÉNOLOGIQUE
(PC-CP)**

Carla CIAVARELLA
Former Director, Office for the Coordination of the Relations of Institutional Co-operation, Department of Penitentiary Administration, Rome (Italy)

Frédéric HANKUS
Chef du DPIPFR, Département des politiques d'insertion, de probation et de prévention de la récidive, Direction interrégionale des services pénitentiaires Grand Est, Strasbourg (France)

Dominik LEHNER **(Apologised/Excusé)**
KoFako, Basel (Switzerland)

Maria LINDSTRÖM

PC-CP VICE-CHAIR

Office for International Affairs, Head of Security Planning Unit, Swedish Prison and Probation Service, Stockholm (Sweden)

Jorge MONTEIRO **(Apologised/Excusé)**

Head of Service, Directorate-General of Reintegration and Prison Services, Lisbon (Portugal)

Danijela MRHAR PRELIĆ

Director, Probation Administration, Ministry of Justice, Ljubljana (Slovenia)

Laura NEGREDO LÓPEZ

PC-CP CHAIR

Deputy Assistant Director-General of Open Regime and Alternative Sanctions, General Secretary of Penitentiary Institutions, Madrid (Spain)

Paulina TALLROTH **(Apologised/Excusée)**

(Dr), Government Counsellor, Department for Criminal Policy and Criminal Law, Unit for Crime Prevention and Sanctions, Ministry of Justice (Finland)

Kim THORNDEN-EDWARDS **(On-line)**

Chief Probation Officer, HMPPS, London (United Kingdom)

Tel. +44 7470 362 814

SCIENTIFIC EXPERTS / EXPERTS SCIENTIFIQUES

Anne COSTELLOE

Head Teacher, Education Centre, Mountjoy Prison, Glasnevin (Ireland)

Joseph-Mary GIORDMAINA

Professor, Executive Consultant, Correctional Services Agency, Paola (Malta)

James KING

Former Head of Education, Arts and Libraries, Scottish Prison Service, Scotland (United Kingdom)

Róisín MULGREW

Dr. Lecturer in Criminology and Criminal Justice, Director of Research, School of Law, University of Galway (Ireland)

Michael SORGER

MMag., Referent, Bundesministerium für Justiz, Generaldirektion für den Strafvollzug und den Vollzug freiheitsentziehender Maßnahmen, Abt. II 1 / General Directorate for the Execution of Sentences and Measures involving Deprivation of Liberty, Abt. II 1, Wien (Austria)

Harvey SLADE

Consultant Drafting Expert, Bristol (United Kingdom)

OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS

CONFEDERATION OF EUROPEAN PROBATION / CONFÉDÉRATION DE LA PROBATION EUROPÉENNE (CEP)

Jana ŠPERO-KAMENJARIN

Secretary General of CEP, Utrecht (Netherlands)

Daniel DANGLADES

Adjoint au chef du Pôle des Relations Européennes et Internationales, Deputy Head of European and International Relations Unit, Confederation of European Probation - Board member, Site ODG : Paris

EUROPEAN FORUM FOR RESTORATIVE JUSTICE (EFRJ) / FORUM EUROPÉEN POUR LA JUSTICE RÉPARATRICE (EFRP)

Laura HEIN **(On-line)**
Policy Officer, Leuven, Belgium

EUROPEAN ORGANISATION OF PRISON AND CORRECTIONAL SERVICES (EuroPris)

Gustav TALLVING
Executive Director, The Hague (Netherlands)

INTERNATIONAL CORRECTIONS AND PRISONS ASSOCIATION / ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PRISONS ET DES SERVICES CORRECTIONNELS (ICPA)

Nadya RADKOVSKA
Member of the ICPA Board of Directors
Head of International and Training of Staff Department, General Directorate Execution of Sentences, Ministry of Justice, Sofia (Bulgaria)

OTHER COUNCIL OF EUROPE BODIES / AUTRES ORGANES DU CONSEIL DE L'EUROPE

EUROPEAN COMMITTEE FOR THE PREVENTION OF TORTURE AND INHUMAN OR DEGRADING TREATMENT OR PUNISHMENT (CPT) / COMITÉ EUROPÉEN POUR LA PRÉVENTION DE LA TORTURE ET DES PEINES OU TRAITEMENTS INHUMAINS OU DÉGRADANTS (CPT)

Petr HNÁTIK
Adviser, European Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (CPT), Council of Europe, Strasbourg (France)

EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS (ECHR) / COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME (CEDH)

Mahmut Can SENYURT **(On-line)**
Senior Lawyer, Case-law Coordinator for Article 6 Criminal at the Directorate of the Jurisconsult, Registry of the European Court of Human Rights, Strasbourg (France)

SECRETARIAT OF THE COUNCIL OF EUROPE / SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

DIRECTORATE GENERAL I / DIRECTION GÉNÉRALE I

**HUMAN RIGHTS AND RULE OF LAW / INFORMATION SOCIETY AND ACTION AGAINST CRIME
DIRECTORATE / DROITS HUMAINS ET ÉTAT DE DROIT / DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION
ET DE LA LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ**

Criminal Law Division / Division du droit pénal

Eva PASTRANA
Head of Division / Cheffe de Division
Secretary to the CDPC / Secrétaire du CDPC

Iliana TANEVA
Secretary to the PC-CP / Secrétaire du PC-CP

Christine COLEUR
Assistant, PC-CP Secretariat / Assistante, Secrétariat du PC-CP